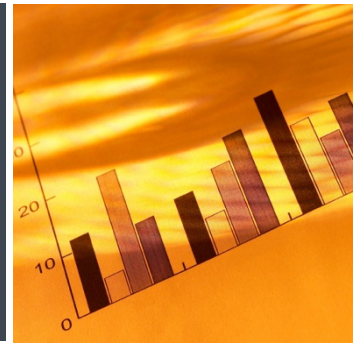


Expulsion, migration circulaire et crime organisé : Honduras



2016-S006

www.securitepublique.gc.ca

BÂTIR UN CANADA SÉCURITAIRE ET RÉILIENT

Les personnes expulsées du Canada font face à divers problèmes sur les plans économique et de la sécurité à leur retour au Honduras, l'un des cinq pays les plus violents au monde.

CONTEXTE

Selon la politique canadienne d'immigration, les non-citoyens qui ont commis de graves crimes doivent être renvoyés du Canada et retourner dans leur pays d'origine. Dans d'autres pays, des exemples semblables de migration circulaire – migration suivie de l'expulsion – ont favorisé les liens avec le crime organisé transnational. Notamment, l'expulsion et la migration circulaire ont joué un rôle central dans l'essor des *maras* en Amérique centrale. En raison de leur origine (les gangs de rue de Los Angeles), des membres des *maras* ont pu plus facilement réintégrer le marché du trafic de drogues aux États-Unis. Le rapport examine les conséquences de l'expulsion forcée de criminels sur la criminalité et la sécurité des collectivités au Canada et au Honduras, qui fait l'objet de l'étude de cas.

Près de la moitié des Honduriens vivent dans un état de dénuement extrême, défini comme la privation des moyens les plus élémentaires de se nourrir (Casas-Zamora, 2015:2). Comme on pouvait s'y attendre, les personnes expulsées du Canada font face à divers problèmes sur les plans économique et de la sécurité à leur retour au Honduras. Dans leur ensemble, les criminels expulsés sont particulièrement stigmatisés et ont énormément de difficultés à obtenir un logement adéquat, des soins de santé, un accès à l'éducation et des moyens de subsistance.

Il existe au Honduras deux formes distinctes de criminalité transnationale qui pourraient influencer la sécurité publique au Canada : les gangs de jeunes appelés *maras*, de même que les groupes transnationaux de crime organisé plus complexes qui supervisent le trafic de drogues dans les Amériques (et qui participent également à d'autres activités

criminelles organisées transnationales, notamment le passage de clandestins et le trafic d'armes).

Le rapport analyse un certain nombre de questions interreliées qui découlent de la relation qui existe entre l'expulsion, la migration circulaire et le crime organisé au Canada et au Honduras. D'abord, il examine les menaces potentielles que les personnes expulsées peuvent poser pour le Canada. Ensuite, il évalue l'incidence des expulsions sur le développement au Honduras, pays qui a été désigné comme bénéficiaire prioritaire de l'aide du Canada. Le rapport se termine par une série de propositions de politiques visant à atténuer les conséquences négatives de l'expulsion des criminels sur la sécurité publique au Canada et au Honduras.

MÉTHODE

Les constatations du rapport se fondent sur une revue exhaustive de la littérature portant sur le crime organisé transnational au Canada et au Honduras, de même que sur les difficultés auxquelles se heurtent les personnes expulsées et sur la disponibilité de programmes de réinsertion sociale au Honduras. Cette revue de la littérature a été rehaussée de données transmises par l'Agence des services frontaliers du Canada concernant l'ampleur de l'expulsion du Canada vers le Honduras, les motifs de renvoi et le nombre d'expulsions liées au crime organisé. Les auteurs ont également mené 14 entrevues auprès de chercheurs, d'universitaires, d'employés de programmes de réinsertion sociale, de décideurs et de représentants de l'application de la loi au Canada et au Honduras.

CONSTATATIONS

Il n'existe toujours aucune preuve de lien direct entre les Honduriens expulsés du Canada et les activités des gangs au pays. Ce genre d'attaches demeurent



possibles, aujourd'hui et à l'avenir, puisque les gangs *Mara Salvatrucha* (MS-13) et Barrio 18, nous le savons, sévissent au Canada; toutefois, cela est très peu probable compte tenu de la structure dispersée et localisée des *maras*.

De même, rien ne montre qu'il existe des liens directs entre les organisations criminelles honduriennes et le Canada. La plus grande partie de la cocaïne entrant au Canada traverse la frontière américaine sous le contrôle de gangs mexicains, colombiens et dominicains. Les groupes criminels honduriens sont actifs davantage en amont de la chaîne d'approvisionnement. Comme l'a fait remarquer un expert qui a répondu à nos questions dans le cadre du rapport, « il existe de nombreux degrés de séparation entre les personnes qui passent en contrebande de la drogue au Canada et les personnes qui les transbordent par le Honduras. La relation est réellement indirecte » [Traduction].

Les conséquences de l'expulsion apparaissent toutefois clairement au Honduras, où les expulsions continuent d'alimenter le problème des gangs en Amérique centrale. Selon Garzón (2013:5), « les données montrent que les criminels expulsés des États-Unis retournant au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale sont un catalyseur majeur de la violence et de la criminalité dans la région » [Traduction]. Même s'il existe certains programmes de réinsertion sociale (nettement insuffisants et auxquels peu de ressources sont consacrées) destinés aux migrants expulsés vers le Honduras pour violation des conditions de visa et pour des motifs semblables, il n'existe pas de programmes à l'intention des criminels expulsés. Il importe cependant de reconnaître que les expulsions du Canada n'ont jamais représenté, au cours des dernières années, plus de 0,5 % des expulsions combinées des États-Unis et du Mexique. Par conséquent, les conséquences de l'expulsion de personnes du Canada sur le crime organisé au Canada et au Honduras ne devraient pas être exagérées.

Néanmoins, puisque le Honduras figure au nombre des pays visés par les efforts du gouvernement du Canada en matière de développement international, l'état de la sécurité publique dans ce pays a de quoi inquiéter très sérieusement. En raison de sa crise de violence liée aux gangs et de sa position notoire dans le trafic de drogues dans les Amériques, le Honduras est accablé par l'un

des taux de meurtres les plus élevés « consignés de l'ère moderne » [Traduction], atteignant le taux stupéfiant de 92 meurtres par tranche de 100 000 habitants en 2011 (ONUDC, 2012:15). La montée de la violence et de la criminalité au Honduras a facilement débordé ses institutions étatiques déjà fragiles, qui se sont montrées incapables – et, dans de nombreux cas, ont refusé – d'assurer la sécurité publique des citoyens (y compris les personnes expulsées) et de s'attaquer au rôle que joue le pays dans le crime organisé transnational (voir Meyer, 2015).

Même si les secteurs de la sécurité et de la justice au Honduras sont dépassés par le défi que représente la criminalité violente, manquant grandement d'effectifs et de ressources et sont minés par la corruption et le dysfonctionnement, des réformes sont en cours, notamment l'approbation en septembre 2015 d'une Mission d'appui à la lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras.

RÉPERCUSSIONS

Le rapport propose plusieurs options stratégiques potentielles que le gouvernement canadien pourrait examiner, notamment :

- appuyer les programmes de réinsertion sociale au Honduras;
- améliorer la communication de l'information avec les autorités honduriennes;
- examiner les expulsions vers le Honduras;
- continuer d'appuyer les réformes du secteur de la sécurité.

SOURCE

Burt, Geoff, Lawrence, Michael, Sedra, Mark, Bosworth, James, Couton, Philippe, Muggah, Robert et Stone, Hannah. *Expulsion, migration circulaire et crime organisé – Étude de cas : Honduras*. Sécurité publique Canada.

SOURCES ADDITIONNELLES

Casas-Zamora, Kevin. (21 octobre 2015). *The Roots of Central America's Exodus*. Témoignage présenté lors de l'audience du Comité sénatorial des États-Unis sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales concernant la migration continue depuis l'Amérique centrale.

Garzón, Juan Carlos. (25 août 2013). *The Criminal Diaspora: The Spread of Transnational Organized Crime and How to Contain its Expansion*. Wilson Center.

Meyer, Peter J. (20 mai 2015). *Honduras: Background and U.S. Relations*. Congressional Research Service.

ONUDC. (2012). *Transnational Organized Crime in Central America and the Caribbean: A Threat Assessment*.

Pour obtenir davantage de renseignements sur la recherche effectuée au Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime de Sécurité publique Canada, pour obtenir une copie du rapport de recherche complet, ou pour être inscrit à notre liste de distribution, veuillez communiquer avec :

Division de la recherche, Sécurité publique Canada
340, avenue Laurier Ouest
Ottawa, Ontario K1A 0P8

PS.CSCCBResearch-RechercheSSCRC.SP@canada.ca

Les sommaires de recherche sont produits pour le Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime, Sécurité publique Canada. Les opinions exprimées dans le présent sommaire sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de Sécurité publique Canada.